

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 30/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OZEANYS - Site 1 (Ex CYLLAB)

ZA le Petit Souper
37360 SONZAY

Références : 2023/163 - FI
Code AIOT : 0010009041

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2022 dans l'établissement OZEANYS - Site 1 (Ex CYLLAB) implanté ZA le Petit Souper 37360 SONZAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OZEANYS - Site 1 (Ex CYLLAB)
- ZA le Petit Souper 37360 SONZAY
- Code AIOT : 0010009041
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CYLLAB est autorisée par l'arrêté préfectoral N° 18611 du 01/09/2009 à poursuivre l'exploitation d'un atelier spécialisé dans la gravure et le chromage de cylindres métalliques, destinés à équiper des machines à imprimer, situé au lieu dit « Le Petit Souper » à SONZAY.

Suite à parution du Décret n° 2019-292 du 9 avril 2019, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les installations de traitements de surfaces des métaux sont soumises au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2565-2-a (auparavant soumise à autorisation pour la rubrique 2565-2-a) pour un volume total des cuves de traitements de 3 000 litres.

Par courrier du 09/09/2021, la préfecture d'Indre-et-Loire a pris acte du changement de dénomination sociale de la société CYLLAB pour la dénomination sociale OZEANYS.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- prévention des risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Porter à connaissance des modifications	Code de l'environnement du 07/09/2022, article R. 181-46-II et R. 122-3-1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
2	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 4.2.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance des modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/09/2022, article R. 181-46-II et R. 122-3-1

Thème(s) : Situation administrative

Prescription contrôlée :

Article R. 181-46-II :

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Article R. 122-3-1 :

I.-Pour les projets relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-2, le maître d'ouvrage décrit les caractéristiques de l'ensemble du projet, y compris les éventuels travaux de démolition, les incidences notables que son projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine ainsi que, le cas échéant, les mesures et les caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses probables effets négatifs notables. Il mentionne, le cas échéant, les termes des plans ou programmes pertinents relatifs aux mesures et caractéristiques des projets susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs de projets sur l'environnement ou la santé humaine.

II.-Ces informations sont renseignées dans un formulaire, adressé par le maître d'ouvrage par voie électronique ou par pli recommandé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, qui en accuse réception.

[...]

Constats : L'exploitant doit transmettre à la préfecture d'Indre-et-Loire un porter à connaissance des modifications réalisées en y joignant tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment une étude de dangers, afin de réévaluer les risques accidentels et le cas échéant les moyens qui devront être mis en place afin de garantir la sécurité des tiers, et la demande d'examen au cas par cas.

Observations : Au vu des éléments transmis le 27/08/2019 au travers de la demande de l'exploitant de la mise à jour du dossier d'autorisation, notamment le classement de ses activités au regard de la nomenclature ICPE et de son projet de modification de ses installations (ajout d'une ligne de cuivrage en sus de la ligne de chromage), l'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant par courrier du 11/10/2019 :

- que les activités exercées par la société OZEANYNS sur la zone du Petit Souper doivent être considérées comme réalisées par deux établissements distincts du fait qu'ils sont séparés par une parcelle pour laquelle l'exploitant n'a pas la maîtrise foncière ;
- que le projet d'extension de l'activité de traitement de surfaces pour le site OZEANYNS – SITE 1 (EX CYLLAB) doit donc être uniquement considéré par rapport aux activités réalisées actuellement sur ce site, indépendamment des activités de traitement de surfaces réalisées sur le site OZEANYNS – SITE 2 (EX TS SOFACYL).
- qu'une étude de dangers actualisée est nécessaire afin de réévaluer les risques accidentels et le cas échéant les moyens qui devront être mis en place afin de garantir la sécurité des tiers ;
- qu'au vu du projet d'extension des activités de traitement de surfaces, une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale devra être adressée à la préfecture d'Indre-et-Loire.

Constat au 07/09/2022 :

La ligne de cuivrage a été installée et elle est fonctionnelle.

Au vu des éléments précisés ci-dessus et des modifications effectivement réalisées (le volume des bains de traitement de surfaces et passé de 3 000 à environ 7 000 litres), l'exploitant n'a pas transmis à la préfecture d'Indre-et-Loire un porter à connaissance des modifications réalisées en y joignant tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment une étude de dangers actualisée et une demande d'examen au cas par cas.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir un nouveau projet qui devrait lui permettre, dans un délai de 2 à 5 ans, de supprimer les activités de traitement de surfaces, cuivrage et chromage, relevant de la rubrique 2565 de la nomenclature ICPE. Le planning estimé de la mise en œuvre de ce projet est :

- 2^e semestre 2023 : mise en fonctionnement et production en parallèle avec les lignes de traitement de surfaces actuelles ;
- 2 à 5 ans : arrêt des lignes de traitement de surfaces et production uniquement à partir des nouveaux équipements.

Les activités qui seraient réalisées au sein de l'établissement ne relèveraient plus de la rubrique 2565 précitée. L'exploitant devra se positionner sur l'éventuel classement des nouvelles activités au regard de la nomenclature des installations classées.

Il a été rappelé à l'exploitant que toute modification doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la préfecture d'Indre-et-Loire en y joignant, le cas échéant, une demande d'examen au cas par cas.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 4.2.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollution accidentelle

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Un dispositif d'obturation permettant de confiner sur le site les eaux d'incendie affectant l'ensemble des bâtiments mais également les écoulements susceptibles de résulter d'un accident de transport devra être implanté à l'entrée du fossé d'eaux pluviales.

Ce dispositif sera maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement seront définis par consigne.

Constats : Le dispositif d'obturation permettant de confiner sur le site les eaux d'incendie affectant l'ensemble des bâtiments mais également les écoulements susceptibles de résulter d'un accident de transport n'a pas pu être mis en œuvre.

La consigne relative à l'entretien préventif et la mise en fonctionnement de ce dispositif n'a pas pu être présentée par l'exploitant.

L'exploitant doit signaler ce dispositif.

Observations : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la fiche de consigne et les équipements faisant partie du dispositif d'obturation permettant le confinement des eaux d'extinction d'incendie et des écoulements susceptibles de résulter d'un accident de transport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours